



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE NEW DELHI

N° 37 – Du 30 septembre au 06 octobre 2022

En bref

Afghanistan : Le ministère du Commerce et de l'Industrie (MoCI) est en cours de signature de plusieurs contrats d'importation de gaz, pétrole et blé avec la Russie et les pays voisins afin d'assurer l'approvisionnement énergétique et alimentaire du pays.

Bangladesh : Les flux de transferts de migrants enregistrent un plus bas depuis 7 mois. Les tensions sur le marché des changes persistent. Un pic inflationniste record depuis onze ans vient d'être enregistré consécutivement sur les mois d'août et septembre.

Inde : **Indicateurs macro-économiques** : Creusement du déficit commercial de 15,9 % fin septembre 2022, en glissement annuel. Ralentissement de la croissance du secteur des services. **Politique commerciale** : La Russie, désormais second fournisseur de pétrole de l'Inde. **Politique monétaire** : Croissance du crédit bancaire en août 2022, en glissement annuel. **Politique budgétaire** : Environ 800 Mds INR (9,8 Mds USD) de fonds budgétisés non-utilisés.

Maldives : Plus de 1,2 M de touristes aux Maldives depuis le début de l'année 2022.

Népal : L'économie népalaise préparée pour la fête nationale de Dashain.

Pakistan : Le FMI rappelle plusieurs lignes rouges au gouvernement pakistanais. Le rapatriement des bénéficiaires des IDE a chuté de 93% en juillet-août 2022, par rapport à la même période de 2021. Point sur l'appel humanitaire « *Flash appeal* » post-inondations de l'ONU. L'OMS a lancé un appel pour que 115 M USD de dépenses médicales d'urgence puissent être décidées afin de faire face aux besoins de médicaments et d'équipes de médecins d'urgence. La BASD, principal partenaire du Programme Benazir (« BISP ») de soutien aux populations privées de ressources du fait des inondations. Création d'un groupe de travail autour du Premier ministre pour l'importation de matières premières en provenance de Russie.

Sri Lanka : Inflation à 69,8% en g.a. en septembre, 94,9% sur l'alimentaire. Maintien des taux directeurs par la Banque centrale. Déficit commercial de 261 M USD en août, réduit de 55,4% en g.a.



Afghanistan

Le ministère du Commerce et de l'Industrie (MoCI) est en cours de signature de plusieurs contrats d'importation de gaz, pétrole et blé avec la Russie et les pays voisins afin d'assurer l'approvisionnement énergétique et alimentaire du pays

Un accord provisoire vient d'être signé avec la Russie afin d'importer, via ligne ferroviaire et/ou camion, plus de 2,5 M de tonnes de pétrole et de gaz ainsi que 2 tonnes de blé par an. Le pays est en effet depuis plus d'un an en intense négociation avec la Russie et l'Iran pour parvenir à la signature de ces contrats, censés soulager l'économie domestique soumise à de graves difficultés économiques, consécutives à la flambée des prix sur le marché intérieur. Selon la Chambre afghane de commerce et d'industrie, l'économie devrait tirer parti de ce contrat grâce aux prix extrêmement concurrentiels proposés par la Russie en comparaison avec les prix internationaux. En effet, cette dernière a offert à l'administration talibane un rabais sur les prix moyens mondiaux des produits de base. Depuis lors, les citoyens afghans bénéficient d'une légère amélioration des prix alimentaires (huile de cuisson, farine).

En parallèle à ce nouvel accord bilatéral, l'Afghanistan conduit également des discussions avec les pays d'Asie centrale voisins tels que le Turkménistan, le Kazakhstan, et l'Iran afin de diversifier les sources d'approvisionnement des commodités et renforcer ainsi les importations de pétrole et blé.

Bangladesh

Les flux de transferts de migrants enregistrent un plus bas depuis 7 mois

En septembre, les revenus des transferts de migrants sont évalués à 1,54 Md USD contre 1,7 Md USD l'année précédente, faisant de ce résultat un plus bas depuis sept mois. Une des raisons de cette détérioration tient à la hausse du coût de la vie de la diaspora bangladaise, induite

par l'inflation globale et à l'extrême volatilité observée sur le marché des changes. De plus, les canaux de transaction des transferts sont en pleine mutation avec la montée de l'utilisation d'Hundi, MoneyGram ou Western Union, des applications de transfert d'argent largement utilisées, et qui récemment permettaient d'obtenir un taux de change plus intéressant (à hauteur de 115 Tk pour 1 dollar, mais revu à 108 Tk maximum pour 1 USD) que le taux de change bancaire offert. L'ancien Conseiller des finances du gouvernement déclare que le taux de change unique devrait être amendé si celui-ci dissuade la diaspora d'user des voies conventionnelles de transaction, ce qui pourrait être avéré dans un contexte de dépréciation du Taka. Par ailleurs, les transferts de migrants sont considérés comme un axe stratégique permettant de reconstituer les réserves de change, ce qui n'a clairement pas été le cas en septembre (cf. infra).

Les tensions sur le marché des changes persistent

La dépréciation du Taka face au dollar perdure, la monnaie locale s'établissant le jeudi 6 octobre à 103 Tk pour 1 dollar, un des points les plus hauts enregistrés. En parallèle, la crise de change contribue à l'effritement des réserves de change en liaison avec les importations incompressibles de pétrole et de produits de base (dont le coût ne cesse d'augmenter et entraîne une hausse de l'inflation importée) et les interventions de la Banque centrale du Bangladesh à hauteur de 7,4 Mds USD sur l'exercice FY22. En effet, fin septembre, les réserves s'établissaient à 36,4 Mds USD, soit l'équivalent de quatre mois d'importation (pour rappel, le minimum s'établit à trois mois d'importation) et une baisse de 10 Mds USD en glissement annuel. La baisse des transferts de migrants, comme énoncé ci-dessus, jointe à la vulnérabilité des exportations face à la baisse de la demande mondiale entraînent un creusement du déficit courant, dans un contexte de renchérissement des importations depuis le début de l'invasion ukrainienne. Par ailleurs, le dollar est également utilisé pour les échéances de prêts étrangers (privés comme publics).

Un pic inflationniste record depuis onze ans vient d'être enregistré consécutivement sur les mois d'août et septembre

En août dernier, l'inflation culminait à 9,5%, un plus haut depuis 11 ans, pour retomber légèrement à 9,1% lors du mois de septembre. Comme dans tous les pays de la zone Asie du Sud, le Bangladesh connaît une flambée des cours des denrées alimentaires et de l'énergie en raison des retombées des sanctions économiques occidentales prises à l'encontre de la Russie. Du fait de la perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales, le coût des importations a drastiquement augmenté, se répercutant automatiquement sur les prix intérieurs et *in fine* sur le pouvoir d'achat des ménages. L'augmentation du prix du carburant, en août, initié par le gouvernement à hauteur de 50%, a exercé un effet dévastateur sur le marché local et les produits de base, conduisant inévitablement à l'envolée de l'inflation sur les deux derniers mois. Selon les prévisions des économistes, l'inflation au Bangladesh devrait s'atténuer à moyen terme, notamment avec la baisse des prix mondiaux de l'énergie et des produits de base induite par un début de récession marqué.

Par ailleurs, il convient de mentionner la panne d'électricité générale, à laquelle a dû faire face la quasi-totalité du pays dans l'après-midi du mardi 4 octobre dernier (pour une durée de six heures), à la suite des défaillances du système entraînées par la difficulté de financer les importations en pétrole et en gaz nécessaires à la production d'électricité.

Sur le mois de septembre, le Bangladesh enregistre une inflation particulièrement élevée par rapport à l'Inde (7%), le Népal (8,26%) ou encore le Bhoutan (5,6%), tout en demeurant à des niveaux nettement inférieurs à ceux du Sri Lanka, qui s'inscrivent à près de 70 %, suivis du Pakistan à 23,2%, pays tous deux en butte à des difficultés économiques de grande ampleur.

Inde

Indicateurs macro-économiques

Creusement du déficit commercial de 15,9 % fin septembre 2022, en glissement annuel

Selon les dernières données du Ministère indien du Commerce et de l'Industrie, la balance commerciale indienne s'est dégradée, son déficit atteignant 26,7 Mds USD au mois de septembre 2022 contre 22,5 Mds au mois de septembre 2021, soit une hausse de 4,2 Mds USD. Ce résultat s'explique par une légère contraction des exportations, estimée à 3,5 % (- 1,2 Md USD), ainsi qu'une hausse des importations de + 5,4 % (+ 3,1 Mds USD), en glissement annuel.

Le montant des exportations atteint ainsi 32,6 Mds USD fin septembre 2022 contre 33,8 Mds l'année précédente. Cette baisse est principalement imputable à celle des postes d'exportation suivants : les biens d'ingénierie, les produits textiles et le riz. Selon le Ministère indien du Commerce et de l'Industrie, les performances baissières à l'export de ces sous-secteurs reflètent le ralentissement de la demande dans certains pays développés, ainsi que l'impact des mesures prises pour contenir l'inflation interne.

Le montant des importations a pour sa part atteint 59,3 Mds USD fin septembre 2022 contre 56,3 Mds USD un an plus tôt. Cette hausse s'explique notamment par un recours accru aux importations de charbon (+ 1,2 Md USD) sur la période.

Ralentissement de la croissance du secteur des services

L'activité du secteur des services ralentit en septembre, conséquence de la diminution de la demande externe, imputable à la conjoncture internationale. L'indice des directeurs d'achat (indice PMI) pour les services, établi par S&P Global India, a chuté à 54,3 en septembre (contre 57,2 en août). L'indice atteint ainsi son plus bas niveau depuis le mois de mars. Les fournisseurs de services reportent également une hausse de

leurs dépenses courantes sur le mois de septembre, qui s'explique par la hausse des coûts des matériaux, de la main d'œuvre et de l'énergie. Cette moindre performance du secteur des services se reflète également dans l'indice composite de l'activité globale (PMI) qui chute à 55,1 en septembre (contre 58,2 en août).

Politique commerciale

La Russie, désormais second fournisseur de pétrole de l'Inde

Les importations de pétrole brut russe ont atteint 879 000 barils/ jour en septembre, un deuxième record après le pic de 933 000 barils/jour atteint en juin. Elles repartent à la hausse (+ 18,5 % par rapport au moins d'août) après deux mois de baisse consécutifs, liés notamment à la hausse des cours du pétrole russe en août, à quelque 100 USD le baril. La Russie conforte son rang de second fournisseur de pétrole brut non-raffiné pour l'Inde, après l'Arabie Saoudite. Sa part de marché s'établit désormais à 21 %, contre 1 % avant le début de la guerre en Ukraine. Corollaire de cette remontée, les autres partenaires pétroliers traditionnels de l'Inde (Iraq, Emirats Arabes Unis, Etats-Unis) voient, à l'inverse, leur part de marché reculer. L'augmentation des importations de pétrole russe s'explique par la décote pratiquée en septembre (5 à 6 USD de remise par baril en moyenne), résultant notamment du fait que les pays du G7 veulent imposer un plafond (cap) aux prix pratiqués par la Russie, à partir de décembre. L'Inde a également augmenté ses achats de produits raffinés russes, les importations d'essence atteignant 100 000 barils/jour en septembre contre environ 60 000 barils/jour début 2022.

Politique monétaire

Croissance du crédit bancaire en août 2022, en glissement annuel

Selon le rapport mensuel de la Banque de Réserve de l'Inde (RBI) relatif à la ventilation du crédit bancaire par secteurs d'activités, le volume des crédits bancaires (non-alimentaires) a augmenté de 16,0 % en août 2022, contre 6,7 % un an plus tôt. Ce rebond s'explique

principalement par celui des crédits à l'industrie, au secteur des services et également des prêts aux ménages. La croissance des prêts au secteur agricole reste pour sa part inchangée par rapport à l'année précédente (environ 13,0 %). Après plusieurs années durant lesquelles ils étaient demeurés atones, les prêts à l'industrie sont repartis à la hausse avec une croissance de 11,4 % en août 2022 contre 1,5 % un an plus tôt, portés principalement par les prêts aux micro- et petites industries (+ 28,2 % en août 2022 contre 12,1 % en août 2021). Les crédits au secteur des services augmentent pour leur part de 17,2 % en août 2022 contre 2,1 % un an plus tôt et les prêts aux ménages enregistrent une croissance de 19,5 % (contre +12,8 %). Cette dernière est tirée par les prêts aux logements et ceux liés à l'acquisition d'un véhicule.

Politique budgétaire

Environ 800 Mds INR (9,8 Mds USD) de fonds budgétisés non-utilisés

Le gouvernement indien prévoit d'économiser près de 800 Mds INR (9,8 Mds USD) sur le budget de l'année budgétaire en cours. Cette situation s'explique par une sous-utilisation des fonds alloués aux différents ministères et départements, liée notamment à une dépense tardive de certains Etats. Les économies réalisées pourraient ainsi représenter 2 % du budget total de l'Etat fédéral (établi à 482 Mds USD), libérant de l'espace pour des dépenses additionnelles. Cela devrait également permettre de limiter les risques d'une dérive trop importante par rapport à la cible du déficit budgétaire de l'Etat fédéral, fixée à 6,4 %. Ces économies pourraient même être supérieures selon le gouvernement, compte tenu des achats de blé, moins importants qu'anticipés.

Il convient de rappeler cependant que le déficit budgétaire consolidé s'inscrira très vraisemblablement au-dessus de 10% du PIB pour le troisième exercice de suite, situation qui demeure un élément de préoccupation pour les agences de notation.

Par prudence, le gouvernement indien n'a décaissé que 35,2 % du budget alloué sur la période avril-août 2022, contre 36,7 % à la

même période l'année précédente. Selon le contrôleur général des comptes, quatre ministères ont un taux de décaissement particulièrement bas sur la période avril-août 2022 : le Ministère de l'aviation civile (4%), le Ministère du Pétrole et du Gaz (5 %), le Département des Pharmaceutiques (7 %) et le Ministère des Femmes (6 %).

Népal

L'économie du Népal préparée pour la fête nationale de Dashain

Dashain, communément appelée Dussehra en Inde du Nord, est une célèbre fête religieuse célébrée partout dans le monde hindouiste et a débuté le 5 octobre dernier. La célébration, considérée comme l'un des événements les plus marquants du calendrier népalais, a également des incidences économiques considérables pour le pays. La Nepal Rastra Bank, Banque centrale du Népal a injecté, cette année, l'équivalent de 22 Mds NPR de nouveaux billets dans le système bancaire et ce, en prévision de la célébration, afin de faciliter les retraits, la circulation des liquidités et d'assurer un renouvellement des billets en circulation économiques, tout en cherchant à neutraliser les effets de ces retraits sur la liquidité bancaire.

Dans la même veine, eu égard à un surcroît de consommation d'énergie, Pampha Bhusal, ministre de l'Énergie, des Ressources en eau et de l'Irrigation, déclare avoir insisté auprès de la Nepal Electricity Authority (NEA) pour obtenir la fourniture d'énergie permettant d'assurer la couverture nécessaire en électricité du réseau et ainsi prévenir les pénuries pendant le festival.

Pakistan

Le FMI rappelle plusieurs lignes rouges au gouvernement pakistanais

Consécutivement à plusieurs déclarations controversées du nouveau ministre des Finances, Ishaq Dard (demande adressée à la Banque centrale (SBP) d'enquêter sur les banques qui auraient bénéficié de manœuvres spéculatives sur la parité USD-PKR, déclaration sur une nécessaire baisse des prix de l'énergie afin de réduire les tensions inflationnistes), la cheffe de la mission résidente du FMI a rappelé que, dans le cadre de son programme de facilité élargie de crédit (EFF), le Pakistan s'était engagé à augmenter les revenus fiscaux du pays (notamment par des taxes sur l'énergie), à ne plus subventionner les prix de l'énergie et à préserver l'autonomie de la Banque centrale.

Le rapatriement des bénéfices des IDE a chuté de 93% en juillet-août 2022, par rapport à la même période de 2021

Les dernières données publiées par la Banque centrale (SBP) font état d'une nette contraction des bénéfices rapatriés issus des IDE qui s'établissaient à 28,2 M USD en juillet-août (contre 396,4 M USD au cours de la même période de 2021). Cette situation est essentiellement la conséquence des mesures restrictives mises en place par la SBP pour préserver les réserves de change et qui visent à introduire des frictions dans le transfert des devises vers l'étranger.

Les sorties par pays se sont élevées à 2,9 M USD (en juillet-août) vers le Royaume-Uni contre 94,8 M USD pendant la même période de 2021 ; 8,5 M USD vers les États-Unis contre 86,9 M USD ; 1 M USD vers les Pays-Bas contre 47,3 M USD ; 0,1 M USD vers la Suisse contre 41,4 M USD en 2021 ; et 3,1 M USD vers la Chine contre 37,5 M USD en 2021. La SBP ne renseigne pas la contraction des bénéfices rapatriés vers la France, qui constitue cependant un réel problème pour nos entreprises.

En parallèle, la baisse du rapatriement des dividendes issus des investissements boursiers

étrangers est revenue sur la même période à 1,6 M USD, contre 23,6 M USD en 2021, certains experts considérant que cette situation reflèterait la mise en place d'une "super taxe" (appliquée aux sociétés sidérurgiques, sucrières, pétrolières et gazières, du secteur du gaz naturel et des engrais, des produits chimiques, du secteur textile, des banques, de l'automobile, des fabricants de boissons gazeuses et du tabac) par le gouvernement dans le cadre du plan du FMI.

Point sur l'appel humanitaire « *Flash appeal* » post-inondations de l'ONU

L'ONU a révisé son appel d'aide humanitaire pour le Pakistan, le portant de 160 millions de dollars à 816 millions de dollars, alors que les maladies d'origine hydrique se multiplient après des semaines d'inondations. On rappelle que l'ONU en avait appelé (« *Flash appeal* ») à l'aide bilatérale immédiate d'urgence en septembre pour faire face aux inondations, pour 160 M USD (selon le ministère des Affaires étrangères pakistanais, 50% auraient été décaissés à cette heure, et selon l'ONU 60%).

L'OMS a lancé un appel pour que 115 M USD de dépenses médicales d'urgence puissent être décidées afin de faire face aux besoins de médicaments et d'équipes de médecins d'urgence

Selon l'OMS, environ 10 % des établissements de santé du Pakistan ont été endommagés ou détruits par les inondations. Les stocks de médicaments essentiels et de fournitures médicales sont limités ou ont été emportés ; les routes et les ponts endommagés entravent l'accès aux services de santé qui sont dépêchés sur place. Le pays fait désormais face à des vagues de paludisme, de choléra et de dengue, à une augmentation des infections cutanées, et à de graves risques périnataux et gynécologiques (2 000 femmes accouchent chaque jour hors de toute assistance médicale).

A la fin août, l'OMS avait débloqué 10 M USD de son fonds de réserve pour les urgences. A Genève, cette semaine, le directeur exécutif de l'OMS pour les urgences sanitaires en a appelé à

une campagne de dons d'un montant de 115 M USD.

La BAsD, principal partenaire du Programme Benazir (« BISP ») de soutien aux populations privées de ressources du fait des inondations

La BAsD a indiqué qu'elle soutenait les victimes des inondations au Pakistan à hauteur de 2,3 à 2,5 Mds USD, dont 500 M USD au titre de la réaffectation de crédits déjà approuvés au cours des six derniers mois et 1,5 Md USD (programme *Building Resilience with Active Counter Cyclical Expenditure Programme* BRACE -) déjà annoncé le 12 septembre, qui sera soumis pour approbation au Conseil d'administration de la BAsD au cours de ce mois.

Ce dernier programme permet de financer les dédommagements mensuels familiaux liés à la « carte BISP » (Benazir income support programme) et le fonds de sécurité alimentaire pakistanais. Selon le directeur de la BAsD au Pakistan, les 300 à 500 M USD supplémentaires qui seront investis d'ici la fin de l'année pourraient correspondre à de l'aide budgétaire.

Création d'un groupe de travail autour du Premier ministre pour l'importation de matières premières en provenance de Russie

Le Premier ministre a annoncé des sessions de travail à distance entre les gouverneurs des banques centrales des deux pays et l'envoi prochain d'une équipe d'experts pakistanais à Moscou pour relancer le projet d'achat d'hydrocarbures et/ou de blé, soit par le truchement de banques des deux pays, soit via un système de paiements synchronisés (hors Swift), soit par la mise en place d'un mécanisme de contre-achat entre les deux pays.

Sri Lanka

Inflation à 69,8% en g.a. en septembre, 94,9% sur l'alimentaire

Le *Department of Census and Statistics* a publié l'indice CCPI (Colombo Consumer Price Index) pour le mois de septembre 2022 : l'inflation en glissement annuel atteint 69,8% (64,3% en août), l'inflation alimentaire 94,9% (93,7% en août) et l'inflation non-alimentaire 57,6% (50,2% en août). La hausse des prix entre août et septembre atteint 3,8% (2,5% le mois précédent). Les prix des produits alimentaires progressent bien plus lentement qu'auparavant et ne sont plus responsables que de 9% de cette hausse mensuelle du panier de consommation (34% en août). Les prix des fruits, poulets et farine ont ainsi augmenté, tandis que ceux du riz, des lentilles et du sucre ont diminué sur le mois. La révision des prix de l'énergie et de l'eau se reflète dans la forte hausse du panier non-alimentaire, tirée aussi par la restauration et les hôtels, la santé, l'éducation, les communications, biens divers et services. La révision de la TVA (de 12 à 15%) contribue aussi plus généralement à l'inflation en septembre. L'inflation sous-jacente atteint 50,2% sur ce mois en g.a. (46,6% en août), l'inflation moyenne annuelle 24,1% (20,3% en août).

Maintien des taux directeurs par la Banque centrale

Dans sa revue de politique monétaire du 5 octobre, la Banque centrale a décidé de maintenir les *Standing Deposit Facility Rate* (SDFR) et *Standing Lending Facility Rate* (SLFR) à 14,50% et 15,50% respectivement, ainsi que le *Statutory Reserve Ratio* (SRR) à 4,00%. Cette décision répond à la volonté de ne pas accentuer la contraction de l'activité économique (4,8% au S1, projetée au-delà de 8% sur l'année), alors que la hausse des taux, qui se poursuit, a déjà débouché sur une baisse notable du crédit au secteur privé (pour le troisième mois consécutif en août) et une amélioration des de la liquidité dans le système bancaire. De surcroît, la Banque centrale anticipe une stabilisation puis une baisse de l'inflation dans les mois à venir, sous

l'effet de la consolidation de la politique budgétaire et de la réduction des besoins de financement monétaire, ainsi que de la modération des prix de certains produits importés (énergie, alimentaire) ou intérieurs (alimentaire), tout en reconnaissant les nombreux risques qui pèsent sur cette prévision et en réduisant la probabilité.


Déficit commercial de 261 M USD en août, réduit de 55,4% en g.a

La bonne performance des exportations (1,2 Md USD, +11,2% en g.a.), tirées par un double effet volume et valeur, à la faveur tout d'abord de la hausse des exportations industrielles (+17,5% à 965 M USD) puis de celle des exportations agricoles (254 M USD, +6,2%), et la réduction continue des importations (1,5 Md USD, -11,9% en g.a., la chute en volume surcompensant la hausse de la valeur unitaire), particulièrement marquée pour les biens de consommation non-alimentaires et les biens d'investissement, sous l'effet notamment des restrictions mises en place par les autorités et de la dégradation du contexte économique, débouchent sur un déficit commercial limité en août (261 M USD, -55,4% en g.a.). Sur les huit premiers mois de l'année, celui-ci atteint 3,9 Mds USD (contre 5,5 Mds USD en 2021), presque au niveau de la période correspondante en 2020. La dégradation de la situation économique dans les principaux marchés à l'export (Etats-Unis, Europe) pourrait néanmoins peser sur la demande extérieure dans les prochains mois. Les comptes extérieurs au mois d'août sont aussi caractérisés par des recettes touristiques limitées, à 68 M USD, et des transferts de devises à 325 M USD, en hausse par rapport à juillet mais nettement en-deçà des niveaux d'avant crise. Les investisseurs étrangers investissent à nouveau à la marge au Colombo Stock Exchange, à hauteur de 3 M USD. Le gouvernement a aussi bénéficié des décaissements de prêts à long terme à hauteur de 62 M USD.

Maldives

Plus de 1,2 M de touristes aux Maldives depuis le début de l'année 2022

Les arrivées touristiques ont dépassé le chiffre de 1,2 M début octobre aux Maldives. En septembre, elles se sont élevées à 114 984 (+8,6% par rapport à 2021 et -2,2% par rapport à 2019). Sur les neuf premiers mois de l'année, les entrées sont en progression de 38,5% par rapport à la même période en 2021, et seulement inférieures de 4,6% à celles de l'année 2019, année record. L'Inde (14%), la Russie (12%) et le Royaume-Uni (11%) sont les principaux pays d'origine ; la France arrive en 7^{ème} position (3%). Les autorités ont ainsi revu à la hausse leur projection pour l'année 2022, à 1,6 M d'entrées, proche du niveau de l'année 2019 (1,7 M). La résilience du tourisme maldivien, malgré la fermeture de la Chine (d'habitude la première source de touristes) ou l'impact de la guerre russo-ukrainienne, tient à l'émergence de nouveaux marchés, en particulier dans le Golfe, et à la bonne tenue des marchés européens traditionnels. Les autorités tablent de plus sur un retour progressif des touristes chinois, après l'annonce par l'ambassadeur de Chine de l'ouverture de vols vers l'archipel d'ici la fin du mois, et préparent les infrastructures du pays (extension de l'aéroport international de Malé d'ici fin 2023 ou début 2024, développement d'une cinquantaine de resorts) pour répondre à l'objectif d'y accueillir 3M de touristes annuels.



Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	C
Pakistan	B3	Négative	B-	Négative	B-	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi
Avec le concours des Services économiques du Bangladesh, Pakistan et Sri Lanka

Pour s'abonner : david.karmouni@dgtresor.gouv.fr

Crédits photo : © DG Trésor